



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

**Règlement de la consultation**

**Maîtrise d'ouvrage**

Ministère des Armées

**Conducteur d'opération**

SID Atlantique

**Objet de l'accord-cadre**

Consultation n°7892

Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et ras en béton sur la Base de Défense Brest-Lorient

---

## SOMMAIRE

ABREVIATIONS .....	4
1 DESCRIPTION DE LA CONSULTATION.....	5
1.1 OBJET DE LA CONSULTATION .....	5
1.2 OBJET DU PRESENT DOCUMENT .....	5
1.3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	5
2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
2.1 PROCEDURE RETENUE .....	5
2.2 CATEGORIE DE MARCHE.....	6
2.3 ALLOTISSEMENT .....	6
2.4 CODE CPV .....	6
2.5 FORME DU MARCHE.....	6
2.6 DATE D'ETABLISSEMENT, TYPE ET FORME DES PRIX .....	6
2.7 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	6
2.8 PRIME .....	6
2.9 PROTECTION DU SECRET.....	6
2.10 DELAIS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	7
2.11 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX.....	7
2.12 VISITE DES LIEUX .....	7
2.13 CONDITIONS CONTRACTUELLES .....	7
2.14 CCAG APPLICABLE .....	7
2.15 VARIANTES .....	7
2.16 GROUPEMENT D'ENTREPRISES (COTRAITANCE).....	7
2.17 SOUS-TRAITANCE .....	8
2.18 ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE .....	8
2.19 ACTION D'INSERTION PAR LA FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DES JEUNES EN SITUATION DE DECROCHAGE SCOLAIRE .....	9
2.20 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES .....	9
2.21 CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE (CEE).....	9
3 MODALITES D'APPRECIATION DES OFFRES.....	9
3.1 RECEVABILITE ADMINISTRATIVE .....	9
3.2 APPRECIATION DES OFFRES.....	9
3.2.1 Contrôle de régularité des offres.....	10
3.2.2 Rappel des critères éliminatoires.....	10
3.2.3 Précisions sur les offres irrégulières.....	10
3.2.4 Chiffrage à zéro.....	10
3.2.5 Traitement des offres irrégulières, inacceptables, inappropriées .....	10
3.2.6 Critères de sélection des offres - Pondération.....	11
3.2.7 Méthodologie d'attribution des notes.....	11
3.3 RECTIFICATION DE L'EPF/BPU ET DE LA SIMULATION .....	12
3.4 NEGOCIATION DES OFFRES .....	12
3.5 CLASSEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	13
3.6 MISE AU POINT .....	13
4 CONTENU DES PLIS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES OFFRES .....	14
4.1 DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE.....	14
4.1.1 Un projet d'Accord-cadre comprenant : .....	14
4.1.2 Autres pièces constitutives de l'offre : .....	15
5 MODALITES DE REMISE DES PLIS.....	16

---

---

<b>5.1 DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES .....</b>	<b>16</b>
<b>5.2 ECHANGES DURANT LA PROCEDURE .....</b>	<b>16</b>
<b>5.3 MODIFICATIONS AU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>16</b>
<b>5.4 TRANSMISSIONS ET ECHANGES DE DOCUMENTS PENDANT LA CONSULTATION .....</b>	<b>17</b>
5.4.1 <i>Plis électroniques</i> .....	17
5.4.2 <i>Copie de sauvegarde</i> .....	18
5.4.3 <i>Antivirus</i> .....	19
<b>ANNEXES.....</b>	<b>19</b>

PROJET

---

## ABREVIATIONS

---

Abréviation	Signification
AAPC	Avis d'Appel Public à la Concurrence
BOAMP	Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
BPU	Bordereau des Prix Unitaires
CCAG Travaux	Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CCTG	Cahier des Clauses Techniques Générales
CPV	Common Procurement Vocabulary : vocabulaire commun pour les marchés publics
EPF	État des Prix Forfaitaires
SID Atlantique	Service d'Infrastructure de la Défense Atlantique
JOUE	Journal Officiel de l'Union Européenne
MINARM	Ministère des Armées
PLACE	PLate-forme des AChats de l'État
SID	Service d'Infrastructure de la Défense

---

## 1 DESCRIPTION DE LA CONSULTATION

---

### 1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et ras en béton sur la Base de Défense Brest-Lorient.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 1.2 OBJET DU PRESENT DOCUMENT

Le présent document définit :

- Les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- La présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- Les modalités de remise des plis ;
- Les hypothèses à prendre en compte pour l'établissement des offres ;
- Les critères qui seront utilisés pour l'évaluation des offres.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement.

### 1.3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est constitué :

- Du présent Règlement de la Consultation et ses annexes ;
- De l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- Du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;

Ces documents sont la propriété de l'État. Les informations communiquées par l'acheteur ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la procédure de passation de l'accord-cadre.

---

## 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

---

### 2.1 PROCEDURE RETENUE

La procédure retenue pour la présente consultation est une procédure adaptée consacrée par les [articles R. 2123-1 à R. 2123-6 du Code de la commande publique](#).

Le présent marché a fait l'objet d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) publié :

- Au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) ;
- Sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse :  
[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

---

## 2.2 CATEGORIE DE MARCHE

Le présent marché est un accord-cadre de Travaux.

## 2.3 ALLOTISSEMENT

Les prestations font l'objet d'un marché unique.

## 2.4 CODE CPV

Code CPV	45111300-1 : Travaux de démantèlement
----------	---------------------------------------

## 2.5 FORME DU MARCHE

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire à bons de commande sur Bordereau de Prix.

## 2.6 DATE D'ETABLISSEMENT, TYPE ET FORME DES PRIX

La date d'établissement, le type et la forme des prix sont définis dans le CCAP.

## 2.7 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **cent quatre-vingt (180) jours calendaires** à compter de la date limite fixée pour la remise de l'offre finale.

Toutefois, si l'acheteur s'est réservé le droit d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, et qu'il en a fait usage, c'est la date limite de remise de ces dernières qui sera prise en compte.

## 2.8 PRIME

Le soumissionnaire consulté, ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, y compris pour la remise de son offre.

## 2.9 PROTECTION DU SECRET

Conformément aux dispositions de [l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale](#), l'accord-cadre est qualifié de **contrat non protégé**.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions de l'article "protection du secret" du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

---

## 2.10 DELAIS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

La durée de validité de l'accord-cadre, pendant laquelle peuvent être émis des bons de commande, est définie dans l'Acte d'Engagement.

## 2.11 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX

Les prestations se dérouleront sur la Base Navale de Brest, dans le Finistère (29) en France.

## 2.12 VISITE DES LIEUX

Aucune visite des lieux n'est prévue.

## 2.13 CONDITIONS CONTRACTUELLES

Les conditions contractuelles applicables à l'accord-cadre et les clauses juridiques sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) cité au [paragraphe 1.3 du présent Règlement de la Consultation](#).

Les prestations et les fournitures de l'accord-cadre sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) cité [au paragraphe 1.3 du présent Règlement de la Consultation](#).

## 2.14 CCAG APPLICABLE

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable pour l'exécution de l'accord-cadre est le [CCAG Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021](#).

## 2.15 VARIANTES

Les variantes sont interdites.

## 2.16 GROUPEMENT D'ENTREPRISES (COTRAITANCE)

Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement, celui-ci pourra être solidaire ou conjoint avec solidarité du mandataire.

Le candidat ne pourra pas se présenter en qualité de mandataire d'un groupement et de membre d'un autre groupement ou de candidat individuel.

Conformément à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de modifier la composition des groupements et d'en constituer de nouveaux entre la remise des candidatures et la remise des offres initiales ou, le cas échéant, lorsque les circonstances liées à la complexité des spécifications techniques le justifient, jusqu'au terme de la négociation.

Toute modification du groupement devra :

Etre adressée au RPA via la plateforme PLACE ;

- Etre acceptée par le RPA après examen.

Les conditions d'agrément seront identiques à celles instaurées pour les candidatures initiales, notamment en ce qui concerne l'habilitation de la personne morale de l'ensemble des membres du groupement. En cas de refus, l'entreprise devra conserver le format initial de son groupement.

## 2.17 SOUS-TRAITANCE

Dès lors que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer en complétant le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance).

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subcllic.com/>).

Tout sous-traitant est soumis à l'acceptation de l'acheteur qui peut rejeter une demande de sous-traitance dans les cas prévus aux [articles R. 2193-1 à R. 2193-3 du code de la commande publique](#).

Dans tous les cas, le sous-traitant devra fournir la déclaration prévue aux [articles R. 2193-4 à R. 2193-9 du code de la commande publique](#) (ou en signant le DC4, rubrique k).

Il est rappelé que dans certaines conditions prévues [aux articles R. 2193-10 à R. 2193-13 du code de la commande publique](#), le sous-traitant sera admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par la personne publique.

## 2.18 ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE

En application de l'[article L. 2112-2 du Code de la commande publique](#), la présente consultation comporte une clause d'insertion sociale.

Ce dispositif consiste à réserver, dans le cadre de l'exécution du marché, une partie du temps de travail nécessaire à la réalisation de la prestation au bénéfice des publics prioritaires ci-après mentionnés. Dans ce cadre, l'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, devra pour l'exécution du marché, intégrer dans son offre une action d'insertion en vue de l'accès ou du retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, à savoir :

- les demandeurs d'emploi de longue durée,
- les allocataires de minimas sociaux,
- les jeunes peu ou pas qualifiés,
- les travailleurs handicapés.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, un pourcentage minimum du temps total de main-d'œuvre nécessaire à la réalisation des prestations. La détermination du nombre d'heures d'insertion est effectuée par le maître d'ouvrage et figure à l'Acte d'Engagement.

La "Clause d'insertion professionnelle" ne rentre pas dans le cadre de l'article "Critères de sélection des offres" du présent document.

Les offres qui ne satisferont pas à cette condition seront irrégulières pour non-conformité au cahier des charges.

Afin de faciliter cette démarche aux soumissionnaires, les services de l'État s'appuient sur les compétences de structures locales, pour accompagner les candidats sur la mise en œuvre des clauses d'insertion sociale. À cet effet, un facilitateur en charge de la mise en œuvre des clauses d'insertion sur le territoire, pourra ainsi :



- renseigner sur les différentes possibilités existantes sur le territoire, pour répondre à l'action d'insertion : embauche directe de demandeurs d'emplois, recours à une structure de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) ...
- accompagner le titulaire du marché pour la mise en œuvre de l'action d'insertion : mise en relation avec les structures compétentes, recherche de candidats correspondants au(x) profil(s) de poste(s) défini(s) par l'entreprise, actions de formations préalables à l'embauche en lien avec les financeurs publics de la formation professionnelle, information sur les mesures en vigueur (contrats aidés...).

Les dispositions relatives à la clause d'insertion sont prévues dans le Cahier des Clauses Particulières. Les modalités de mise en œuvre sont précisées dans l'annexe 3 "Action d'insertion professionnelle" jointe à l'Acte d'Engagement.

Pour toute information qui leur serait utile, les candidats peuvent contacter la structure locale dont les coordonnées sont indiquées sur l'annexe d'insertion jointe à l'Acte d'Engagement.

#### 2.19 ACTION D'INSERTION PAR LA FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DES JEUNES EN SITUATION DE DECROCHAGE SCOLAIRE

Sans objet.

#### 2.20 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

En application de l'[article L.2112-2 du Code de la Commande Publique](#), la présente consultation comporte des clauses environnementales au niveau des conditions d'exécution du marché. La mise en œuvre des clauses environnementales dans le cadre du présent marché est définie à l'[article 11.2 du CCAP](#).

#### 2.21 CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE (CEE)

Sans objet.

### **3 MODALITES D'APPRECIATION DES OFFRES**

#### 3.1 RECEVABILITE ADMINISTRATIVE

L'acheteur fera procéder à l'ouverture des plis. Les plis :

- Parvenant après la date et l'heure limites fixées dans la lettre de consultation (heure de fin de dépôt du pli faisant foi), éventuellement reportée,
- Ou non rédigées en langue française ou non accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par une traduction assermentée,

seront rejetées sans jugement sur le fond. Les candidats concernés seront informés de la décision et du/des motifs du rejet par courrier.

#### 3.2 APPRECIATION DES OFFRES

---

Les dispositions du [chapitre 2 du titre 5 du livre 1 de la 2ème partie du code de la commande publique](#), intitulé « Examen des offres » s'appliquent.

### **3.2.1 CONTROLE DE REGULARITE DES OFFRES**

Toute offre remise par le titulaire, qu'elle soit initiale, intermédiaire ou finale, est soumise au contrôle de régularité de l'acheteur.

### **3.2.2 RAPPEL DES CRITERES ELIMINATOIRES**

**Une offre irrégulière** est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elle est incomplète, ou qu'elle méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

**Une offre inappropriée** est une offre sans rapport avec l'accord-cadre parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

**Une offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués à l'accord-cadre tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

### **3.2.3 PRECISIONS SUR LES OFFRES IRREGULIERES**

Seront considérées comme irrégulières :

- Les offres ne comprenant pas l'ensemble des documents identifiés au [paragraphe 4.2](#) ci-dessous
- les offres intermédiaires et finales ne comprenant pas l'ensemble des documents identifiés dans le courrier de négociation ;
- Les offres qui ne seraient pas chiffrées dans tous leurs éléments ;
- Les offres ne répondant pas à la totalité des exigences du cahier des charges.

### **3.2.4 CHIFFRAGE A ZERO**

Si le soumissionnaire souhaite proposer une prestation au prix de zéro euro, il doit l'indiquer clairement dans son offre. En conséquence, il doit renseigner la mention « 0€ » dans les documents financiers exigés et préciser dans le mémoire technique les motifs de ce montant.

Toute autre mention équivalente à 0 (« sans objet » ou un trait) entraîne l'irrégularité de l'offre.

### **3.2.5 TRAITEMENT DES OFFRES IRREGULIERES, INACCEPTABLES, INAPPROPRIEES**

Conformément à l'[article R. 2152-1 du Code de la commande publique](#) :

- les offres inappropriées sont éliminées avant démarrage de la négociation.
- les offres inacceptables et irrégulières peuvent être régularisées au cours de la négociation, sur demande de l'acheteur, à condition qu'elles soient régularisables.
- Les offres qui demeurent inacceptables ou irrégulières sont éliminées à l'issue des négociations.

Conformément à l'[article R. 2152-1 du Code de la commande publique](#), les offres irrégulières peuvent être régularisées sans négociation, sur demande de l'acheteur, à condition qu'elles soient régularisables et qu'elles n'entraînent pas la modification de caractéristiques substantielles de l'offre.

### 3.2.6 CRITERES DE SELECTION DES OFFRES - PONDERATION

Les offres qui n'auront pas été éliminées au sens de l'article ci-dessus seront évaluées en fonction des critères énoncés ci-dessous.

Critère n°1 en %	Critère n°2 en %
PRIX	VALEUR TECHNIQUE
70	30

#### ⇒ Critère n°1 : Prix

Il est précisé que le critère "Prix" est apprécié sur la base de la simulation (**Document non contractuel**) jointe en [annexe n°2- Onglet 3](#) du présent règlement.

Nota : La simulation comprend des quantités prédéterminées sur une période de 48 mois (durée maximale de l'accord-cadre). Cette simulation est non contractuelle.

Pour remplir la simulation, le soumissionnaire devra compléter l'EPF/BPU en [annexe n°2 – Onglet 2](#). Les prix unitaires et forfaitaires ainsi renseignés viendront compléter automatiquement la simulation

Pour rappel, ces prix forfaitaires et unitaires font partie de l'EPF/BPU annexé à l'Acte d'Engagement et ont valeur contractuelle.

#### ⇒ Critère n°2 : Valeur technique de l'offre

Il est précisé que le critère valeur technique sera apprécié selon les critères énoncés au [paragraphe 4.2.3](#). Méthodologie d'attribution des notes - B du présent document en tenant compte du mémoire technique fourni par le soumissionnaire.

### 3.2.7 METHODOLOGIE D'ATTRIBUTION DES NOTES

#### A - L'évaluation du prix se fera par la méthode suivante :

Le montant pris en considération pour le critère « Prix » est le montant de la simulation renseigné par le soumissionnaire en [annexe n°2 – Onglet 3](#) du présent règlement de consultation.

Attribution de la note « prix »:

$$\text{Note (prix)} = (\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre examinée}) \times 70$$

#### B - L'évaluation de la valeur technique se fera par la méthode suivante :

La valeur technique du soumissionnaire sera appréciée selon un nombre de points attribués, avec un maximum de 100 points, à partir du document suivant : un mémoire technique bâti sur des éléments propres aux soumissionnaires et détaillés conformément aux chapitres indiqués dans le tableau ci-dessous.

Le mémoire technique sera scindé en 3 chapitres (et les sous-chapitres listés ci-dessous) structurés selon les sous-critères suivants.

Chapitre du mémoire technique	Eléments évalués	Répartition des points	Total des points
Chapitre 1	Méthodologie générale : Phasage du chantier, méthodologie de démantèlement et d'enfouissement des ras qui tiendra compte du nombre de pontons réalisés en même temps		35
	Méthodologie de démantèlement	17.5	
	Méthodologie d'enfouissement	17.5	
Chapitre 2	Démarche qualité de l'entreprise en particulier concernant la gestion de suivi des déchets		35
Chapitre 3	Méthode de renflouement des ras		30
	Note finale		/100

Attribution de la note « valeur technique »

Note (valeur technique) = (nombre de points de l'offre technique évaluée / nombre de points de l'offre technique la meilleure) x 30

C - Le calcul de la note finale prise en compte pour le jugement se fera par la méthode suivante:

Note (finale soumissionnaire) = Note (prix) + Note (valeur technique)

### 3.3 RECTIFICATION DE L'EPF/BPU ET DE LA SIMULATION

En cas de contradiction dans l'offre d'un soumissionnaire :

- Les indications de prix portés dans l'État des Prix Forfaitaires (EPF) et dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) prévaudront sur toutes autres indications de prix figurant dans l'offre ; la simulation, s'il y a lieu, sera rectifiée en conséquence ;
- Les erreurs de report, de multiplication ou d'addition contenues dans l'EPF/BPU et la simulation seront également rectifiées ;
- C'est le montant de la simulation ainsi corrigée qui sera pris en considération lors du classement des offres.

### 3.4 NEGOCIATION DES OFFRES

Le présent marché pourra être négocié.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats. L'acheteur négocie avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures, à l'exception des offres finales.

Cependant, sous réserve d'offres de qualité suffisante, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales. Dans ce cas, ces dernières seront considérées comme offres finales.

En cas de négociation, celle-ci se fera, si nécessaire, en plusieurs étapes.

La négociation ne permet pas de modifier les caractéristiques principales du marché, telles que, notamment, son objet ou les critères de sélection des offres.

La négociation pourra cependant porter sur :

- le prix ou ses éléments : par exemple le prix des matériels, des garanties, etc. ;
- la qualité : la qualité, suffisante ou, au contraire, surestimée au regard des besoins, son incidence sur le prix, si le niveau de qualité demandé est modifié à la hausse ou à la baisse ;
- le délai : l'incidence sur le prix des exigences en terme de délai, la part du transport et des formalités diverses, etc.

Sur les bases de la notation des offres initiales et sous réserve d'un nombre d'offres suffisant, l'acheteur se réserve le droit de ne pas retenir tous les candidats pour former la liste restreinte des candidats admis en phase négociation.

**Dans ce cas, à l'issue de chaque analyse des offres techniques, celles qui auront obtenu un nombre de points, au sens de l'article 3.3.6, strictement inférieure à 50 (cinquante) points sur 100 (cent) points pourront être éliminées. Le candidat portant une telle offre ne sera pas retenue pour la phase de négociation ultérieure.**

(\*) note technique de l'offre évaluée sur 100 points maximum avant application du critère de pondération.

En ce cas, les candidats non admis en phase de négociation en seront informés via PLACE, en leur indiquant les motifs du rejet de leur offre ([Articles R. 2181-1 du Code de la commande publique](#)).

### 3.5 CLASSEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'examen des offres par l'acheteur donnera lieu à un classement selon les critères cités plus haut.

L'offre considérée comme économiquement la plus avantageuse sera celle qui arrivera en première position après application des coefficients de pondération.

Le soumissionnaire dont l'offre arrivera en première position se verra attribuer l'accord-cadre sous réserve qu'il transmette, dans les délais impartis par l'acheteur, les pièces demandées aux [articles R. 2143-6 à R. 2343-10, R. 2143-16 du Code de la commande publique](#). S'il ne satisfait pas à la présente obligation, l'acheteur écartera définitivement l'offre de ce soumissionnaire qui sera éliminé. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée en deuxième position sera sollicité par l'acheteur. Ce soumissionnaire sera soumis à la même obligation de produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

L'acheteur notifie à tous les autres soumissionnaires le rejet de leur offre, par le biais de la messagerie de la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).

### 3.6 MISE AU POINT

Le soumissionnaire retenu peut éventuellement être invité dans le cadre d'une mise au point à corriger des erreurs ou des anomalies évidentes quant à l'offre retenue ou quant aux composantes de l'accord-cadre. Les modifications apportées ne peuvent remettre en cause les caractéristiques substantielles de

l'offre retenue ni le classement des offres. La mise au point pourra être effectuée par le biais d'un formulaire OUV11 signé par l'attributaire et l'acheteur et constitue une annexe à l'Acte d'Engagement.

## **4 CONTENU DES PLIS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES OFFRES**

L'acheteur procédera à l'ouverture des plis. Les plis contiennent tous les documents et renseignements demandés au titre de l'offre. Les plis devront être transmis par voie électronique sur la PLate-forme des AChats de l'Etat depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

L'ensemble des documents devra être impérativement rédigé en langue française. Si certains documents ne pouvaient être transmis en langue française, il est demandé qu'ils soient accompagnés d'une traduction en français.

### **4.1 DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE**

Il est précisé qu'aucune modification ou réserve ne doit être apposée sur les documents proposés par l'administration, sous peine d'entraîner le rejet de l'offre.

Le cas échéant, les soumissionnaires formuleront leurs observations sur un document distinct sans que ces observations puissent remettre en cause substantiellement les documents de la consultation.

L'éventuelle acceptation de ses propositions sera prise en compte par une modification des documents de la consultation dans le cas d'une procédure négociée.

À l'appui de son offre, le soumissionnaire produira un dossier complet comprenant les pièces exigées ci-dessous.

#### **4.1.1 UN PROJET D'ACCORD-CADRE COMPRENANT :**

Le projet d'accord-cadre comprend:

- Un Acte d'Engagement (AE) : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises soumissionnaires ayant vocation à être titulaires de l'accord-cadre.

Cet Acte d'Engagement devra être accompagné de :

- L'annexe de prix jointe et à compléter : État des Prix Forfaitaires, Bordereau des Prix Unitaires ci-joint **à compléter dans le fichier EXCEL et à intégrer à l'AE au format PDF.**

L'EPF/BPU à renseigner « RC\_A2\_7892\_EPF-BPU + SIMULATION » joint en **annexe n°2 – Onglet 2** au présent RC. Ce fichier est **également à retourner au format EXCEL.**

- L'annexe pour l'action d'insertion sociale
- Eventuellement des demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés à l'accord-cadre (DC4). Pour les sous-traitants désignés à l'accord-cadre, chaque soumissionnaire devra indiquer dans l'Acte d'Engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

---

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'article B4 de l'Acte d'Engagement.

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)<sup>1</sup>, cahier joint à accepter sans aucune modification et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)<sup>1</sup>, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification.

#### 4.1.2 AUTRES PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE :

- Un mémoire technique comprenant obligatoirement :
  - Les éléments demandés en titre de l'article 4.2.3.B du présent règlement de consultation ;
  - Tout document complémentaire jugé utile par le soumissionnaire et permettant de préciser son offre.

L'acheteur se réserve le droit de rendre contractuel tout ou partie du mémoire technique fourni à l'offre, conformément à l'article 2.3 du CCAP.

- La simulation (cadre joint en annexe n°2 – Onglet 3 au présent RC) à compléter et à retourner **AU FORMAT EXCEL uniquement (fichier commun EPF/BPU + Simulation)** ;
- **Propositions d'optimisation/d'amélioration** : le candidat pourra transmettre un document contenant des propositions relatives aux pistes d'optimisation/amélioration des clauses administratives et techniques du DCE.

Le candidat utilisera **uniquement l'annexe 3** du présent RC « pistes d'optimisations » pour faire ses propositions.

**⚠ Ce document sera distinct du mémoire technique et ne sera pas contractuel. Il ne constituera pas non plus des réserves à l'offre du candidat. Il ne sera pas opposable à l'acheteur et ce dernier pourra ne pas prendre en compte les remarques du candidat.**

L'ensemble des documents à remettre est récapitulé dans l'annexe n°4 au présent RC

---

<sup>1</sup> Dans l'hypothèse, où le document ne serait pas joint à l'offre du candidat, il sera considéré que ce dernier l'a accepté. Lors de la notification, ce sont ces documents qui seront transmis au titulaire à jour de leurs éventuelles mises au point.

---

## 5 MODALITES DE REMISE DES PLIS

---

### 5.1 DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Les offres devront parvenir au SID Atlantique et sur PLACE avant le :

Voir la lettre de consultation

ATTENTION : Les plis parvenant après la date et l'heure limites seront refusés (quel que soit le mode d'acheminement choisi par le soumissionnaire)

### 5.2 ECHANGES DURANT LA PROCEDURE

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent exclusivement par voie électronique.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que la ou les adresses de messagerie communiquées dans le formulaire DC1, feront fois pour la transmission de l'ensemble des documents dans le cadre de la présente procédure via le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Il appartient au soumissionnaire de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité de l'acheteur ne saurait être recherchée si le soumissionnaire a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utiles.

Toute question dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur des offres ou le délai de remise des plis devra parvenir à l'acheteur via PLACE ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) en repérant chaque question par un numéro d'ordre, et en précisant si nécessaire la nature du document, le chapitre, le n° de page... du texte concerné, **au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la date limite de réception des offres**. Les réponses aux questions seront adressées aux soumissionnaires en temps utile.

Pour les questions posées ultérieurement, l'acheteur ne sera pas tenu de répondre et le soumissionnaire ne pourra s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise des offres.

Les questions et les réponses de l'acheteur, si elles intéressent l'ensemble des soumissionnaires, seront portées à leur connaissance sous forme écrite par mise en ligne sur la PLACE. Les soumissionnaires souhaitant être informés de ces échanges durant la consultation devront s'être identifiés sur la PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation.

### 5.3 MODIFICATIONS AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation au plus tard **dix (10) jours calendaires** avant la date limite fixée pour la remise des offres. Dans le cas où seule la date limite de remise des offres est modifiée, le délai précité est ramené à **trois (3) jours ouvrés**.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.



### 5.4.1 PLIS ELECTRONIQUES

Les opérateurs économiques devront :

- D'une part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)
- D'autre part, dans le cas où ils seraient retenus comme titulaire de l'accord-cadre, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique accessible sur le site [legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr).

Le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) accessible depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) ou via les portails [www.achats.defense.gouv.fr](http://www.achats.defense.gouv.fr).

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

L'Acte d'Engagement (AE) figure de manière dissociée au sein de la réponse car la signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant l'AE.

Il doit donc être signé séparément du reste de la réponse.

Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.

**Nota 1** : Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE '[nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr)' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

**ATTENTION** : Suite au changement d'environnement PLACE, l'adresse d'envoi des messages PLACE est modifiée : il est donc impératif d'autoriser l'adresse « [nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr) » dans les filtres des anti-spams (au lieu de « [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) »)

**Nota 2** : Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique signé, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature de leurs documents se fait de manière électronique, de préférence sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE).

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 mentionné supra.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des offres doivent être choisis dans un format largement disponible : Word, Excel, PowerPoint, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; **l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.**

En cas de difficultés rencontrées sur la Plateforme, des informations complémentaires figurent en [annexe n°1](#) du présent document.

---

#### 5.4.2 COPIE DE SAUVEGARDE

Les soumissionnaires peuvent adresser, sur support physique électronique (clef USB par exemple), une copie de sauvegarde. Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

Cette copie ne pourra être prise en compte que :

- Lorsque, dans les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des offres (par exemple, les aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais
- Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne sera pas utilisé. La copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient l'offre qui fait foi, au détriment du pli arrivé hors délai ou qui n'a pu être ouvert.

Ces documents seront :

- Soit envoyés par la poste en recommandé avec accusé de réception, à l'adresse indiquée ci-après :

SID Atlantique

Sous-direction achat, exécution budgétaire et comptabilité – BAM

BCRM de Brest – CC 16

29 240 Brest Cedex 09

- Soit remis par transporteur ou contre récépissé tous les jours ouvrés en se présentant à l'adresse suivante :

SID Atlantique – BAM/SSA

Porte de Mesdoun

15 bis Avenue de l'école navale

29 200 Brest

Le pli contiendra une enveloppe intérieure dans laquelle seront insérés l'ensemble des documents et renseignements cités au [paragraphe 5](#) ci-dessus. Cette enveloppe portera la mention suivante :

<p style="text-align: center;"><b>NE PAS OUVRIR</b> <b>COPIE DE SAUVERGARDE</b></p> <p style="text-align: center;"><b><i>"Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis"</i></b></p> <p style="text-align: center;">BCRM de Brest SID Atlantique – SD-AC – BAM CC 16 29240 BREST Cedex 09</p> <p style="text-align: center;"><b>Objet de l'accord-cadre:</b></p> <p style="text-align: center;">Base Navale de Brest - Accord-cadre à bons de commande pour le démantèlement et l'élimination de pontons, de coffres métalliques et ras en béton sur la Base de Défense Brest-Lorient</p> <p style="text-align: center;">Consultation n° 7892</p> <p style="text-align: center;">Nom et adresse du soumissionnaire :</p>
---

#### 5.4.3 ANTIVIRUS

**Les soumissionnaires doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.** La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre dans les cas suivants :

- Offre électronique contenant un virus et pas de copie de sauvegarde transmise,
- Offre électronique et copie de sauvegarde contenant un virus.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les soumissionnaires en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

#### **ANNEXES**

---

Annexe n°1 : Assistance pour la PPlateforme des AChats de l'Etat

Annexe n°2 : MODE D'APPLICATION DES PRIX + EPF-BPU + SIMULATION

Annexe n°3 : Pistes d'optimisations

Annexe n°4 : Synthèse des documents attendus